

La technobureaucratie dirigeante d'Amérique latine

L'analyse de Louis Mercier Vega

Jean-Pierre Lavaud

LA MACHINE ÉTATIQUE

DANS SON LIVRE *LA RÉVOLUTION PAR L'ÉTAT*, LE DERNIER QU'IL rédigea avant de se donner la mort en 1977¹, Louis Mercier Vega défend l'idée qu'une nouvelle classe de gérants est en train de s'installer durablement à la tête des États d'Amérique latine, distincte de l'oligarchie traditionnelle et de la bourgeoisie industrielle, commerçante ou financière : une techno-bureaucratie civile et militaire. Avant de la caractériser, Mercier s'intéresse aux moyens de sa prise du pouvoir et à plusieurs lieux clefs de son combat, ou plutôt aux instances qui lui fournissent ses leaders, ses intellectuels, ses cadres et son discours, l'université et l'Église, principalement, tout en marquant, dans un chapitre au titre éloquent, « Les bases muettes », que les ouvriers et les paysans servent de masse de manœuvre pour cette opération et sont relégués au rôle de figurants dès lors que les nouveaux maîtres ont réussi leur hold-up.

1. Paris, Payot, 1978.
Une réédition est prévue.

En 1977, la plupart des pays d'Amérique latine sont encore sous la coupe des régimes militaires qui s'y sont installés depuis le début des années 1960, en réponse aux guérillas fomentées depuis Cuba. Cette présence et cette prégnance d'États centralisés et dictatoriaux influence sans aucun doute la vision qu'a Mercier de l'évolution du sous-continent, « vers un État-classe composé d'êtres socialement solidaires par leurs fonctions, leur conception du pouvoir et leurs privilèges », même si la nouvelle classe dirigeante qu'il identifie ne se limite pas aux militaires ou à leur entourage direct. Ces États-classe techno-bureaucratiques qui avaient vu le jour dans la première partie du XIX^e siècle en Union soviétique et en Europe se disséminaient, et l'Amérique du Sud – cet extrême Occident, selon

“Au cours des années 1970, les États-classe techno-bureaucratiques qui avaient vu le jour dans la première partie du XIX^e siècle en Union soviétique et en Europe se disséminaient en Amérique du Sud – cet extrême Occident, selon la formule d'Alain Rouquié”

la formule d'Alain Rouquié – suivait, tardivement, un mouvement né et perfectionné ailleurs.

Les écrits relatifs à la bureaucratie d'État de Bruno Rizzi² et Claude Lefort³ (entre autres) en offraient des théorisations. Et le groupe des collaborateurs de la revue *Interrogations* leur consacra une étude comparative

qui parut en 1979 : *Les nouveaux patrons. Onze études sur la technobureaucratie* (Editions Noir, Genève). Cependant les régimes militaires disparurent un à un, dans les années 1980 – après avoir éliminé les foyers de guérilla, auxquels Mercier avait aussi consacré un ouvrage (*Techniques du contre État. Les guérillas en Amérique du Sud, 1968*) –, tandis que l'improbable se produisait à l'Est avec la chute du mur de Berlin. Les lourds appareils d'État militaires et communistes furent dynamités de l'intérieur, et par contagion. Ainsi progressa la troisième vague de démocratisation mondiale, amorcée en Europe du Sud quelques années plus tôt.

Dès lors, bien sûr, l'histoire politique de l'Amérique latine emprunta des chemins imprévisibles pour Mercier. Et il faudrait beaucoup d'espace pour narrer l'évolution de leurs technobureaucraties respectives. On se contentera de noter ici que les avancées en matière de technologies de communication et de surveillance, rendent partout ces technobureaucraties plus redoutables.

Mais revenons au travail de Mercier. Observateur scrupuleux, sur le terrain, de l'évolution politique de l'ensemble des pays d'Amérique latine – s'attardant plus longuement dans son ouvrage

2. *L'URSS : collectivisme bureaucratique. La bureaucratiation du monde*, Paris, Champ libre, 1976 (1^e édition 1939).

3. *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Droz, 1971.

sur les cas de Cuba, du Chili, du Pérou et du Brésil – il pointe, preuves en main, l'absorption de leurs affaires économiques et sociales par l'État, dont la bureaucratisation et la technicisation croissante est hâtée et cautionnée par les gouvernements et courants se réclamant du nationalisme, puis du marxisme, au nom du peuple, du prolétariat ou de la plèbe dont ils se disent les représentants. Ce qui en fait non pas « un État arbitre, mais un État moteur. Un État propriétaire et entrepreneur ». Et bien sûr, dans la lignée des penseurs anarchistes du XIX^e siècle, Mercier attire à son tour l'attention sur ce qui était, précisément, au cœur de leur dénonciation et de leur mise en garde : le danger de dérive despotique. Souvenons nous, en effet, du célèbre constat de Proudhon :

Être gouverné c'est être gardé à vue, inspecté, espionné, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, estimé, apprécié, censuré, commandé, par des êtres qui n'ont ni titre ni la science, ni la vertu...

C'est, sous prétexte d'utilité publique, et au nom de l'intérêt général, être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, concussionné, pressuré, mystifié, volé ; puis, à la moindre résistance, au premier mot de plainte, réprimé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, houspillé, assommé, désarmé, garrotté, emprisonné, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, trahi, et pour comble, joué, berné, outragé, déshonoré. Voilà le gouvernement, voilà sa justice, voilà sa morale !

Et dire qu'il y a parmi nous des démocrates qui prétendent que le gouvernement a du bon ; des socialistes qui soutiennent, au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, cette ignominie ; des prolétaires qui posent leur candidature à la présidence la République ! Hypocrisie ! ⁴

Ou de sa réponse à Marx quand celui-ci l'invite à être le correspondant français d'une sorte de bureau d'information relatif aux socialismes européens.

Cherchons ensemble, si vous voulez, les lois de la société, le mode dont ces lois se réalisent, le progrès suivant lequel nous parvenons à les découvrir : mais, pour Dieu ! après avoir démoli tous les dogmatismes *a priori*, ne songeons point à notre tour à endoctriner le peuple ; ne tombons pas dans la contradiction de votre compatriote Martin Luther qui,

4. *Idee générale de la révolution au XIX^e siècle* (1848).

5. Cette correspondance figure sous le titre « Un dialogue Marx-Proudhon (1946) », in Karl Marx, *Œuvres. III, Philosophie*, éditions de Maximilien Rubel ; Paris, Gallimard, Pléiade, 1982, pp. 1480-1486

après avoir renversé la théologie catholique, se mit aussitôt à grands renforts d'excommunications et d'anathèmes, à fonder une théologie protestante.⁵

Et rappelons ce que Bakounine répliquait à Marx :

[...] dans l'État de M. Marx ... il n'y aura donc plus de classes, mais un gouvernement, et, remarquez le bien, un gouvernement excessivement compliqué, qui ne se contentera pas de gouverner et d'administrer les masses politiquement, comme le font tous les gouvernements aujourd'hui, mais qui encore les administrera économiquement, en concentrant entre ses mains la production et la *juste répartition* des richesses, la culture de la terre, l'établissement et le développement des fabriques, l'organisation et la direction du commerce, enfin l'application du capital à la production par le seul banquier, l'État... Ce sera le règne de *l'intelligence scientifique*, le plus aristocratique, le plus despotique, le plus arrogant et le plus méprisant des régimes... Un tel régime ne manquera pas de soulever de très sérieux mécontentements dans cette masse, et, pour la contenir, le gouvernement illuminateur et émancipateur de M. Marx aura besoin d'une force armée non moins sérieuse⁶.

LE SOCIALISME DU XXI^e SIÈCLE

Une sorte de caricature bouffonne, et tragique à la fois, de ces technobureaucraties sévit aujourd'hui dans les pays regroupés dans l'Alliance bolivarienne des peuples d'Amérique (ALBA) qui se veulent les promoteurs du socialisme du XXI^e siècle. Mené par le dinosaure régime cubain, en étroite jointure avec le Venezuela bolivarien qui la finance grâce à sa rente pétrolière, l'alliance inclut aussi la Bolivie, l'Équateur, le Nicaragua et quelques satellites antillais.

Les appareils d'État s'y engraisent de l'absorption d'entreprises par nationalisation ou confiscation, et par la création de nouvelles entreprises ou services publics. Cette stratégie vaut non seulement pour l'exploitation des matières premières et de l'énergie, mais encore pour les télécommunications, la banque, les exploitations agricoles, les usines de toute sorte (jusqu'à des fabriques de carton, de papier, de boisson, de cosmétiques...) ; des hôtels même. Elle touche aussi le domaine sensible de la distribution alimentaire

6. Michel Bakounine, *Œuvres*, IV (réunies par Max Nettlau puis James Guillaume), repris dans Marx Bakounine, *Socialisme autoritaire ou libertaire* 2, 10/18, 1975, p. 65. Ce texte fut publié sous le titre *Fragment formant une suite à l'Empire knouto-germanique* ; il est disponible sur wikimedia : http://fr.wikisource.org/wiki/Auteur:Michel_Bakounine

– ce qui ne manque pas d'aboutir à des pénuries (Cuba, Venezuela, Bolivie). Mais, sauf à Cuba, il subsiste un secteur privé omniprésent, à forte présence étrangère – quelquefois associé à l'État sous la forme d'entreprises mixtes –, notamment dans le domaine de l'extraction des ressources du sous-sol – impossible sans ses capitaux et ses technologies – qui fournit par les prélèvements opérés sur ses recettes l'essentiel de la rente de l'État. Le capitalisme exploiteur et polluant, honni et fustigé dans les discours de propagande à destination nationale et internationale, demeure donc l'indispensable pourvoyeur de fonds. Et les méthodes extractivistes d'exploitation des ressources, comme celles du traitement des salariés et des populations qui environnent les zones d'extraction, sont en tout point semblables à celles des pays voisins, condamnés pour être les vecteurs du capitalisme de l'Empire. Aussi le contraste est-il frappant entre les proclamations lyriques qui promettent le communautarisme ou le socialisme, le « bien vivre », le respect et la protection de la Terre Mère sacrée – inscrites dans les nouvelles Constitutions –, et la réalité. Ce qui en fait des pays du mensonge non seulement déconcertant, selon la formule d'Ante Ciliga⁷, mais encore délibéré ; du mensonge comme méthode de gouvernement.

Les entreprises et agences d'État fonctionnent comme des bureaux de placement où la fidélité au caudillo compte plus que le savoir-faire. Centres de contrôle et d'asservissement, elles servent à engraisser les familiers et les affidés – le népotisme du césar bolivarien est sur ce point emblématique –, et à entretenir les clients.

À ces ressources officielles viennent s'ajouter des flux financiers occultes qui dérivent par des chemins divers du trafic de stupéfiants et qui, non seulement irriguent les économies locales, mais remontent jusqu'aux gouvernants : le Venezuela est devenu le couloir de la cocaïne colombienne acheminée vers l'Afrique et l'Europe, tandis que la production bolivienne s'oriente principalement vers les pays voisins, notamment le Brésil.

Une autre de leurs caractéristiques est d'avoir capté le pouvoir par la voie démocratique des élections, d'avoir fait agréer dans la foulée de nouvelles Constitutions, puis d'abuser ensuite d'élections

“Le capitalisme exploiteur et polluant, honni et fustigé dans les discours de propagande à destination nationale et internationale, demeure donc l'indispensable pourvoyeur de fonds du régime cubain”

7. *Dix ans au pays du mensonge déconcertant*, Paris, Champ libre, 1977.

et autres référendums ou plébiscites truqués pour se donner les pleins pouvoirs, faisant ainsi non seulement des parlements et des administrations locales (régionales et municipales), mais encore de la justice, de simples appendices du pouvoir central ; en somme d'utiliser la méthode de l'élection pour vider la démocratie de son contenu. L'inféodation de la justice et le vote de lois appropriées permettent ensuite la poursuite légale de tous les opposants politiques – y compris ceux qui viennent d'être élus malgré les obstacles mis sur leur route – dont une partie s'exile, l'autre est en prison et le reste en procès ou en attente de procès. Et quand cela ne suffit pas, le Congrès docile est appelé à autoriser le gouvernement par décrets, comme au Venezuela en janvier 2011 par la *Ley Habilitante*, grâce à laquelle Chávez dispose de 18 mois de pleins pouvoirs. Le Honduras, en se débarrassant de Zelaya, a échappé de peu à cet engrenage.

Les pays de l'Alliance bolivarienne s'appliquent aussi au musellement des médias et de la liberté d'expression, total à Cuba, largement acquis au Venezuela, en progression en Bolivie et en Equateur, au Nicaragua et jusqu'en Argentine qui, décidément, n'en finit pas de se débarrasser de Perón – on ne saurait trop recommander sur ce point, la lecture de l'« autopsie » du péronisme écrite par Mercier⁸.

L'armée et la police aux ordres, dont les états majors sont gagnés par des prébendes et satisfaits par l'achat d'armements coûteux (principalement en Russie) sont utilisées pour la répression, couper court aux protestations et produire « l'apeurement » des populations. Et comme si cela n'était pas suffisant, sachant bien que malgré tout les armées, bien qu'épurées ou étêtées, et même endoctrinées ne sont jamais totalement sûres, certains caudillos président les flanquent de milices (Venezuela) ou de fractions armées de mouvements sociaux (Bolivie) à leurs ordres et à leur solde.

Depuis une dizaine d'années, les cours des matières premières sur les marchés mondiaux, (notamment ceux des hydrocarbures) assurent de substantielles recettes à tous ces États – excepté Cuba qui n'a pas la chance de disposer des bons gisements (ou filons). Ces rentrées durables permettent aux caudillos d'entretenir des clientèles de fidèles, voire même, comme dans le cas du Venezuela de satelliser certains pays de la Caraïbe en leur cédant du combustible à bas prix, et d'entretenir l'illusion d'une prospérité qui

8. *Autopsie de Perón*, Gembloux, Duculot, 1974.

résulterait de leur politique. Leur avenir paraît donc assuré tant que cette manne durera. Le résultat des récentes élections en Equateur plaide en faveur de cette thèse.

Mais leur appareil obèse de pouvoir, d'intimidation et d'enrichissement crapuleux n'est-il pas près d'atteindre ses limites ?



Il se pourrait que les populations excédées par les pénuries alimentaires (Venezuela) et l'inflation (Venezuela, Bolivie) et l'augmentation vertigineuse de la criminalité liée au trafic des drogues (Venezuela, Bolivie), à l'impuissance et à la corruption de la police et de la justice, et lassées, de plus, par les discours logorrhéiques et mensongers de leurs caudillos, n'en viennent à les chasser brutalement de leurs palais. Tandis qu'à Cuba les guides révolutionnaires séniles pourraient, à la longue, finir par mourir et la population de l'île, déjà appelée à assurer elle-même sa subsistance par l'effet du licenciement de centaines de milliers de pensionnés de l'État, et travaillée par la grogne d'opposants pacifistes (grévistes de la faim, dames en blanc, blogueurs bravant la censure...), réapprendre la liberté.

LES INTELLECTUELS ORGANIQUES

Mais surtout ce que Mercier souligne avec vigueur, et qui vaut plus que jamais, c'est d'une part la confusion entretenue par les intellectuels de gauche ou « progressistes » entre « partis et groupements parlant au nom des opprimés, et opprimés mêmes » et, d'autre part, le dédain des chercheurs et des analystes pour l'enquête de terrain, et leur rejet de la mise en lumière des faits qui mettraient à mal le bel édifice révolutionnaire – ou du moins prétendu tel.

Pour Mercier « les intellectuels de l'Europe » qui mettent leur plume au service de ces entreprises (péronisme et castrisme)

– il en va bien sûr de même pour le boliviarisme, l'indianisme d'Evo Morales, et le castrisme d'aujourd'hui – défendent avant tout leur pré carré, leurs ambitions (p.14), leur classe finalement. Et ceux qui appartiennent au pays concernés confondent leurs propres ambitions et l'effort d'émancipation des classes exploitées (p.188). Un exemple marquant de cette confusion est celui du groupe d'intellectuels boliviens *Comuna*, qui a mis en forme, depuis le début des années 2000, le marxo-indianisme qui sert de trame discursive au gouvernement bolivien, dont l'actuel vice-président du pays fut, et demeure, le chef de file et dont divers membres ont occupé ou occupent des postes de responsabilité⁹.

L'exigence de Mercier rejoint celle que Max Weber¹⁰ assigne au savant : apprendre qu'il y a « des faits inconfortables » et même quelquefois « extrêmement désagréables » à l'opinion personnelle, dont la connaissance conduit inévitablement à désenchanter le monde. Ou encore celle de Wright Mills qui, refusant au sociologue d'être « conseiller du roi », entend qu'il reste « indépendant », choisisse « tout seul ses problèmes, tout en interpellant les rois et en s'adressant aux collectivités » ; la sociologie devenant alors « un appareil de renseignement collectif »¹¹. Un appareil indispensable non seulement pour démasquer les supercheries de la propagande, mais aussi pour critiquer les explications spontanées ; bref ! Pour produire de l'intelligibilité.

Mais la science sociale européenne ne prend guère ce chemin – la française encore moins que les autres. Les chercheurs soumis à des appels d'offre contraignants pour obtenir des financements, et sommés de produire dans l'urgence pour avancer dans leur carrière, n'abordent guère les sujets qui dérangent. De plus, repliés pour la plupart sur l'hexagone, ils étudient peu l'Amérique latine, et les revues de qualité admettant des articles qui y sont consacrés sont rares. De même que sont rares les articles de presse.

En Amérique latine, les puissantes banques internationales de développement (BID, BM...), ainsi que les agences de l'ONU (PNUD, UNICEF...), mais aussi certaines agences de coopération internationale, ou des ONG de grande envergure qui financent à la fois des projets de développement, des formations et des recherches selon leurs propres canons idéologiques, notamment dans les pays les plus pauvres, ne sont pas non plus pour rien dans l'affadissement des productions intellectuelles. Axées vers l'action, elles imposent à leurs débiteurs et sujets des recherches utiles à

9. Un groupe qui se fracture actuellement, tandis que décroît la popularité du président Morales.

10. *Le savant et le politique*, Paris 10/18, p. 83.

11. *L'imagination sociologique*, François Maspero, 1967, p. 191.

leurs propres projets. Pour ne prendre qu'un exemple, OXFAM qui a financé (avec d'autres) des recherches relatives aux *ayllus* boliviens¹², leurs limites géographiques, leurs us... – tant qu'à faire en effet, pourquoi ne pas aller chercher des modèles socialistes, en l'occurrence rebaptisés communautaires, avant l'entrée en scène des Incas qui furent tout de même des méchants conquérants impérialistes – y promeut le commerce équitable de produits d'artisanat ou le tourisme écologique qui convient à leur passé, et y finance, sans sourciller, des formations de leaders indiens à la tradition – bien sûr, remise à jour par leurs soins et adaptées à leur business ; autrement dit elle leur apprend comment être un bon indien d'aujourd'hui.

Or c'est toute la recherche en sciences sociales des pays d'Amérique latine les plus pauvres et une bonne partie de celle des autres qui est tributaire de ces financements internationaux – qui permettent aux chercheurs des degrés d'initiative et de liberté souvent restreints si l'on veut en bénéficier dans la durée, et très inégaux selon leur source et leur destinataire –, les plus démunis étant bien sûr les plus exposés aux impositions idéologiques.

De plus certains clichés ont la vie dure. L'article de foi de la nocivité des États-Unis qui a gagné la gauche latino-américaine depuis au moins le milieu du XIX^e siècle – largement répandu aussi en France –, combiné à l'inusable image d'Épinal du bon sauvage – qui fait un bon révolutionnaire, selon le titre du livre de Carlos Rangel¹³ ou, beaucoup plus dans le vent, un bon écologiste – continue d'occulter la réalité et de freiner la mise à jour et l'analyse des faits. Comme le disait Mercier, l'empire Inca socialiste « modèle d'organisation, de hiérarchie, d'autorité ferme et bienveillante, de productivité... », ou, pour faire plus savant de réciprocité et de redistribution, fait encore et toujours recette. En témoigne l'effet médiatique de la mise en scène *new age* de la prise de fonction d'Evo Morales déguisé en Inca sur les ruines d'un temple pré colombien. Mais qui dit que la coca de la région du Chaparé, produite par des *cocaleros* organisés en syndicats dont Morales est encore le chef va à plus de 90 % au trafic, et qui a relevé que le prêtre ou chaman requis pour lui transmettre pompeusement un bâton de commandement,

“OXFAM promeut le commerce équitable ou le tourisme écologique et finance, sans sourciller, des formations de leaders indiens à la tradition – remise à jour par leurs soins et adaptées à leur business ; elle leur apprend comment être un bon indien d'aujourd'hui”

12. Des organisations territoriales et sociales exploitant un terroir commun et se réclamant d'un ancêtre, lui aussi, commun, qui auraient persisté depuis l'époque pré-colombienne.

13. *Du bon sauvage au bon révolutionnaire*, Paris, Robert Laffont, 1976.

lors de son intronisation, a été récemment arrêté en possession de 250 kilos de cocaïne ? Et qui, finalement, se donne la peine d'analyser de près les mécanismes du pouvoir et ses liens, éventuels, avec l'économie mafieuse ? Entre la mise en scène publicisée et les faits oubliés, il y a toute la distance qui sépare la propagande du régime, ajustée au goût occidental, et la réalité crapuleuse sinon occultée, du moins tue.

Plus généralement, c'est toute la dynamique de la recherche qui se trouve actuellement freinée, et ses résultats entravés par une série de confusions volontaires, notamment le refus ou au moins la résistance à dissocier engagement idéologique et analyse scientifique, et la mode des relativismes cognitif et culturel qui fait s'équivaloir tous les types de discours. Décrire le réel tel qu'il est devient difficile si l'on juge toute description comme une construction arbitraire, si toute distinction entre fait et valeur est discréditée.

De plus la profusion d'échos, d'images, de discours et d'analyses diffusées pêle-mêle sur la toile et leur mode de classement par nouveauté et notoriété n'aident guère à informer celui qui ne possède pas déjà le bagage nécessaire pour effectuer les indispensables recoupements et tris nécessaires à la connaissance.

Si l'on souhaite, comme Mercier, des démocraties pleines, où la participation citoyenne est effective, il importe, plus que jamais, de se battre pour produire l'intelligibilité des sociétés à même d'engendrer les prises de responsabilités individuelles et collectives qui y conduisent. Il importe que le langage révolutionnaire conservé, officialisé, ressassé par les médias soit systématiquement confronté à la réalité des réalisations et des pratiques politiques, aussi bien pour ce qui concerne les rapports avec les différentes institutions et classes sociales – notamment les plus démunies – qu'avec les puissances étrangères.

De ce point de vue, il est hautement significatif que Mercier termine ce livre consacré à la classe dirigeante latino-américaine par un appel aux intellectuels qui pensent le contrôle et fabriquent l'opinion. Il leur demande de poursuivre leur mission qui est « de voir, de prévoir, de faire connaître ce qu'ils savent ou peuvent découvrir, même si c'est au détriment de ce que peut exiger leur fonction dans une société qui leur offre, ou leur promet, l'accès au pouvoir. Le pouvoir sur les autres » (p.189).



Jean-Pierre Lavaud